

La vision lepéniste de la politique internationale repose sur une conviction absolue : les organisateurs du "complot mondialiste", c'est-à-dire "les tenants du Nouvel Ordre Mondial", veulent "parvenir à une domination complète de la planète dans tous les domaines" (1). Ils s'emploient à détruire les nations, à supprimer les frontières et les "préférences nationales", à mettre en place des "politiques anti-natalistes, d'immigration et de naturalisation massive" (2), dans les familles françaises exclusivement. En reconnaissant le "caractère sacré de la vie", le FN s'élève contre le recours à l'I.V.G. et propose diverses mesures pour "encourager de nouvelles naissances" (3), dans les familles françaises exclusivement. Mais l'engagement du Front national dans le "combat pour la Vie" n'est pas seulement programmatique. Il comprend un actif soutien aux militants "pro-life" qui font des descentes dans les hôpitaux où l'on pratique l'I.V.G. En témoigne par exemple le communiqué de presse venant de la fédération FN d'Ille-et-Vilaine, publié le 23/7/1996 par le quotidien *Présent* : "Le Front national a apporté son soutien aux sauveteurs jugés à Rennes le 18 juillet. En pratique, il y a légalisation de l'avortement pour convenance personnelle. Cela conduit à la mort de 200 000 enfants par an, en France. C'est tragique. La loi peut et doit être modifiée. Les assemblées parlementaires sont faites pour cela. Les lois humaines passent. Le décalogue ne passe pas" (4). La thèse que la loi de Dieu est au-dessus de la loi humaine n'est bien sûr pas la propriété distinctive du Front national. L'objectif que les doctrinaires de son courant national-catholique poursuivent, c'est quelque chose comme la constitutionnalisation du Décalogue, manière de renouer avec le théologico-politique. Quoi qu'il en soit, c'est dans l'ordre des questions de bioéthique qu'on rencontre la suraffirmation de l'orthodoxie catholique du Front national : le soutien apporté aux membres des commandos anti-IVG, appelés "sauveteurs", en fournit une illustration indiscutable, non moins que la dénonciation désormais rituelle, dans le discours catholique officiel relayé par la propagande lepéniste, des "dérives" de la fécondation artificielle ou de la PMA (Procréation médicalement assistée), suspecte a priori en raison de son caractère non naturel. Cette mystique du "naturel", des "lois naturelles" ou de l'"ordre naturel", en matière de procréation tout particulièrement, est ce qui jette un pont doctrinal entre les positions officielles de l'Eglise et celles du nationalisme lepéniste. L'appel à l'ordre moral naturalise à outrance. L'espace familial est son domaine privilégié. "Dieu, famille, patrie", rappellent de concert Jean Madiran et Bernard Antony, les deux doctrinaires les plus représentatifs du national-catholicisme d'obédience lepéniste.

## La "morale" comme croisade

La "morale" invoquée ou revendiquée dans les milieux lepénistes ne se rencontre guère que dans les textes produits par les traditionalistes catholiques ralliés au Front national, et participant activement à la mobilisation national-populiste depuis 1983. Par "traditionnalisme", je désigne le jumelage du nationalisme de type maurrassien (sur le thème "La France aux

Français") (5) avec le traditionalisme catholique, défini comme une combinaison de catholicisme intransigeant et de catholicisme intégral, donc social (6), apparu en réaction contre les orientations "libérales", "humanistes" et "modernistes" du concile de Vatican II. Jean Madiran (Jean Arfel) et Romain Marie (Bernard Antony) en sont les deux principaux théoriciens et leaders politiques. Au centre de cette configuration doctrinale, nous rencontrons une prescription : la défense de "l'identité nationale et religieuse de la France" (7). On peut en distinguer deux composantes fondamentales. En premier lieu, une instrumentalisation politique des croyances religieuses, dont ce mot d'ordre de Romain Marie donne une idée : "Contre l'immigration parce que chrétien" (8). La norme de défense de l'identité nationale au-dessus de tout ("politique d'abord") est retraduite en langage théologico-politique : défendre "l'identité française dont l'âme est chrétienne", et ce, afin d'éviter la "tiers-mondisation de la France" (9), laquelle équivaldrait à une déchristianisation intégrale de la "fille aînée de l'Eglise". Cette instrumentalisation politique du religieux est présentée, par inversion, comme une politique fondée sur une axiologie religieuse, ici la doctrine "authentique" de l'Eglise, oubliée ou trahie par la plupart des représentants officiels de celle-ci. Une devise de J. Madiran illustre cette politique fondée sur les vrais principes de la vraie religion, et pensée dans les strictes limites de celle-ci : "Dieu premier servi" (10). Politique religieusement inspirée dont la devise complète est : "Dieu-Famille-Patrie", s'opposant directement au "ni Dieu, ni maître" dont les "droits de l'homme sans Dieu" (DHSD) (11) représentent le développement logique. Le programme politique maximal du traditio-nationalisme est défini par l'instauration ou la restauration d'un ordre social chrétien. Son programme minimal est ainsi formulé par R. Marie : il faut "que l'Etat puisse édicter des lois conformes au Décalogue, à la morale naturelle" (12). Il faut insister sur le caractère "métapolitique" des trois principes posés : Dieu-Famille-Patrie désignent des "réalités naturelles et surnaturelles", et constituent des principes d'autorité dont la légitimité ne dérive pas du suffrage universel (13).

La seconde composante du traditio-nationalisme est mieux connue, et constitue la principale caractérisation de l'"intégrisme" défini polémiqument par ses adversaires (14) : le refus de toute évolution du dogme et du rituel, la volonté de maintenir telle qu'elle a été reçue et dans sa totalité la tradition. D'où un antimodernisme intransigeant, impliquant une dénonciation de "l'apostasie moderne" (15). Les positions prises par J. Madiran sont sur ce point exemplaires : "Tout ce qui dans l'Eglise a été témérairement innové depuis 1958, date de la mort de Pie XII, tourne visiblement à la confusion et à l'anéantissement. Tout ce qui dans l'Eglise d'après 1958 a voulu, avec impiété et mépris, se séparer de l'Eglise d'avant 1958 porte le signe manifeste du Mensonge et de la Mort" (16). Bref, le syncrétisme traditio-nationaliste est l'un des derniers avatars d'une réaction antimoderne dont l'évolution générale a été décrite par Emile Poulat : "Un mouvement de résistance à la société moderne est progressivement devenu mouvement de résistance à une transformation interne ; le programme de restauration

1) J.-M. Le Pen, discours prononcé le 1er mai 1996 ; reproduit dans *Présent*, n° 3578, 3 mai 1996, p. 3.

2) Ibid.

3) 300 mesures pour la renaissance de la France. Programme de gouvernement, Paris, Editions nationales, 1993, p. 58, 60 sq. ; B. Mégret, *L'Alternative nationale. Les priorités du Front national*, Paris, Editions nationales, 1996, p. 99-111 (ch. 5 : "La préférence pour la vie").

4) *Présent*, n° 3632, 23 juillet 1996, p. 8.

5) J. Madiran, "Nous ne sommes pas des extrémistes", *Itinéraires*, automne-hiver 1987-1988, p. 14 (n° hors série).

6) Cf. Emile Poulat, *Modernités. Horizons, physiologies, débats*, Paris, Nouvelles Editions latines, 1982, p. 34-35.

7) J. Madiran, art. cité, p. 3.

8) R. Marie, "Contre l'immigration parce que chrétien", *Chrétienté-Solidarité*, 19, octobre 1984, p. 2-3.

9) Ibid.

10) J. Madiran, art. cité, p. 13.

11) J. Madiran, *Les droits de l'homme, DHSD*, Maule, Editions de *Présent*, 1988, p. 34, 149.

12) R. Marie, dans *Romain Marie sans concession. Entretiens avec Yves Daoudal*, Bouère, Ed. Dominique Martin Morin, 1985, p. 100.

13) J. Madiran, op. cit., p. 149.

14) Cf. les remarques critiques éclairantes formulées par E. Poulat, op. cit., 1982, p. 32 et suiv.

15) J. Madiran, *L'hérésie du XXe siècle, tome 2, Réclamation au Saint-Père*, Paris, Nouvelles Editions latines, 1974 ; cité par E. Poulat, "Les derniers traditionalistes",

d'une société chrétienne a fait place à la défense de valeurs religieuses menacées de décomposition" (17). Ne peut-on voir dans ce processus une retraduction de la contre-révolution dans la symbolique d'un intégralisme religieux ? Dans un article de jeunesse, paru en août 1944, Jean Arfel (Madiran) appelait à l'élimination pure et simple de l'héritage des Lumières et de la Révolution française : "La tolérance moderne a eu pour but et pour effet de contribuer à l'affaiblissement de l'Autorité spirituelle, ce qui est fatalement (...) la voie assurée d'un retour vers la barbarie ; il faut donc, intellectuellement et politiquement, l'éliminer" (18). La mobilisation militante des "traditionalistes", socialement visible au cours du dernier trimestre de 1988, était centrée sur des projections de films dénoncés comme "blasphématoires" (19), et se donnait pour objectif de les interdire de fait, en attendant l'issue de poursuites judiciaires engagées parallèlement. L'initiative de la mobilisation symbolique et pratique revenait aux courants traditio-nationalistes constituant la variante dominante de l'intégrisme catholique ralliée à la cause lepéniste. Cette flambée de violence au nom de Dieu, de la nation et de l'ordre prend son sens de se présenter comme une croisade, destinée à purifier, épurer ou nettoyer la France perçue comme un pays envahi, dominé, colonisé, sali et corrompu. Processus d'auto-héroïsation : les Croisés de l'héritage catholico-français authentique s'engagent dans des actions de commando (contre les centres d'IVG ou les films "blasphématoires") qui n'ont pour effet réel, par la condamnation quasi unanime qu'elles provoquent, que de renforcer leur sentiment d'être les derniers défenseurs de la Civilisation dans un monde d'infidèles, de lâches "conformistes" et de corrompus ("Tous pour-ris", dans la "ripublique").

### Dénonciation de la décadence et lutte contre les démons

Cet esprit de croisade, qui fournit leur légitimation principale aux passions réactives et à leurs divers passages à l'acte, se fonde lui-même sur une conviction absolue, partagée par les différents courants nationalistes droitiers et les variétés d'intégrisme ou d'intransigeantisme catholique : la conviction que la France, "fille aînée de l'Eglise", est saisie par la décadence. Voilà le diagnostic d'ensemble portée sur le présent de la France, sur un présent qui remonte, selon la doctrine traditio-nationaliste, à la Révolution française, ouverture d'une période de déclin. Le cours de ce déclin se serait accentué, radicalisé, voire emballé ces dernières années. Dans sa "Déclaration d'intention, de guerre et d'amour", prononcée le 26 avril 1987 "depuis sa maison familiale de La Trinité-sur-Mer", Le Pen affirme : "C'est une déclaration de guerre à la décadence" (20) ; et précise : "La crise démographique, l'immigration, le chômage, l'insécurité, l'étatisme bureaucratique et fiscaliste, la dégradation des mœurs sont les signes d'une décadence mortelle" (21). Telle est l'évidence idéologique qui, présente dès le premier programme du Front national, en 1973, sera indéfiniment ressassée. Jean Madiran (22), alors directeur du mensuel *Itinéraires* et co-directeur du quotidien *Présent*, se fait le propagandiste de cette conviction : "La France aujourd'hui atteint un degré de déchéance, un degré de



décomposition proche de l'irréversible" (23). Toute la puissance persuasive de la rhétorique national-populiste dépend de la réception non critique de cette conviction de la "fin d'un monde", celle de "notre" monde. Ce pourquoi elle est répétée, rappelée dans le moindre discours public. Le Pen déclare : "C'est parce que j'ai la profonde conviction que la patrie est en grand danger et que les Français sont menacés d'être ruinés, submergés et asservis que j'ai décidé de m'engager dans cette bataille décisive pour l'avenir de la France" (24). Dans son éditorial publié le 26 février 1981 dans *RLP-Hebdo*, Le Pen insistait sur la dimension morale et politique de ce déclin galopant : "La France... connaît une crise morale et politique plus grave encore qu'économique et sociale, une crise qui mine l'individu, détruit la famille, affaiblit la nation. La dissolution des règles de vie individuelle et collective, sapées par la subversion avouée ou secrète, l'impuissance d'un Etat pléthorique, le déficit démographique, le discrédit du pouvoir politique nous conduisent à l'abaissement, voire à la disparition" (25). En octobre 1996, Le Pen réitère ce diagnostic de décadence, non sans donner dans la surenchère : "A contempler les hauts faits de la Geste des Francs, il est faible de dire que nous sommes en décadence. En vérité, nous sommes entrés dans ce processus depuis déjà longtemps. Le seul fait de l'affirmer constitue, aux yeux des adeptes de la modernité, une hérésie. Mais le mythe du 'Progrès', fruit empoisonné des

Lumières, est en train de se consumer" (26). Ce discours sur la décadence fait partie de l'offre idéologique permanente du Front national depuis sa fondation : cette mythologie ultrapessimiste permet, par son indétermination même, de stigmatiser n'importe quelle situation sociopolitique, qu'on voit sous Pompidou, sous Giscard, sous Mitterrand ou sous Chirac. Soit donc la conviction que tout se dégrade, que tout se corrompt, que tout se dissout. Que faire ? La prescription est simple et bien connue, formulée par la tête pensante du traditionalisme en France : "Rendre la France aux Français" (27). Ce qui suppose un certain militantisme, ainsi caractérisé par Jean Madiran : "Dans le mouvement national qui prend le départ, nous allons militer à notre rang et à notre manière, qui est un composé d'analyse et de croisade" (28). Bernard Antony/Romain Marie, rappelle Madiran, a placé sa Journée régionale d'amitié française, tenue à Toulouse le 24 mai 1987, sous le signe de la "résistance nationale et chrétienne" (29). Persistance ou insistance, et généralisation ; le n° 61, d'octobre 1988, de *Chrétienté-Solidarité*, porte en première page de couverture, en gros titres : "En France, dans le monde, dans l'Eglise, un seul mot d'ordre : résistance nationale et chrétienne". Tel est le coeur du programme traditio-nationaliste, "rendre la France aux Français", ce qui définit la "résistance à la disparition de la France en tant que nation" (30). Cette idée simple, faussement claire, est au principe de la rhétorique nationaliste, elle lui fournit son pathétique propre : il faut que la menace pesant sur la nation soit absolue pour que soient absolument légitimés tous les moyens de survivre qu'utiliserait la nation. Au nom de Dieu et du peuple franco-chrétien, la "croisade" peut dès lors justifier ses

- Revue des Deux-Mondes, mars 1989, p. 89.
- 16) Id art. cité, p. 88.
- 17) E. Poulat, op. cit., p. 56.
- 18) Jean Arfel (dit, par la suite, "Jean Madiran"), "Réflexions sur la Barbarie moderne", *La Revue universelle*, 86-87, août 1944, p. 119 (nouvelle série).
- 19) Jeanne Smits, "L'AGRIF demande l'interdiction du film blasphématoire", *Présent*, n° 1658, 17 septembre 1988, p. 1 (le film visé est *La dernière tentation du Christ* de Martin Scorsese). On sait que l'Alliance générale contre le racisme et pour le respect de l'identité française et chrétienne a été créée le 30 octobre 1984 à l'initiative des comités Chrétienté-Solidarité. Indice de la nouvelle stratégie traditio-nationaliste face à la loi dite antiraciste du 1er juillet 1972 : s'efforcer d'en élargir le champ d'application jusqu'à y faire tomber le "racisme antifrançais" et le "racisme anticatholique".
- 20) J.-M. Le Pen, "Déclaration d'intention, de guerre et d'amour", *Itinéraires*, hiver 1987-1988, p. 23 (n° spécial hors série : "La bataille de France") ; Front national, *Passeport pour la victoire*, Limoges, NPC, 1er trimestre 1988, p. 7.
- 21) J.-M. Le Pen, "Déclaration d'intention...", art. cité, p. 22 ; *Passeport pour la victoire*, op. cit., p. 6.2 ;
- 22) Jean Madiran est l'un des pseudonymes de Jean Arfel, né à Libourne le 14 juin 1920. Sous son premier pseudonyme, Jean-Louis Lagor, ce jeune rédacteur de *L'Action française* publie en 1944 son premier livre, préfacé par Charles Maurras, *La philosophie politique de saint Thomas*.
- 23) J. Madiran, "Du millénaire capétien à la bataille de France", *Itinéraires*, hiver 1987-1988, p. 13 (discours prononcé le 15 mars 1987 au meeting des 7es Journées nationales d'Amitié française et de chrétienté organisées par le Centre Charlier).
- 24) J.-M. Le Pen, "Déclaration d'inten-

tion...", art. cité., p. 21 ; *Passeport pour la victoire*, op. cit., p. 6.

25) J.-M. Le Pen, dans *RLP-Hebdo*, 22-26 février 1981, p. 2.

26) J.-M. Le Pen, "Pour une certaine idée de la France", in *Les Origines de la France*, op. cit., 1997, p. 19.

27) J. Madiran, "Dieu-Famille-Patrie", *Itinéraires*, hiver 1987-1988, p. 32.

28) J. Madiran, "Une adhésion entière, un soutien militaire", *ibid.*, p. 29 (souligné par moi).

29) J. Madiran, "Le discours de Toulouse. Résistance religieuse et offensive nationale", *ibid.*, p. 41 et 55.

30) J. Madiran, *ibid.*, p. 41.

31) J.-M. Le Pen, "L'Appel du Mont-Saint-Michel", *Itinéraires*, hiver 1987-1988, p. 91.

32) André Figueras, *L'Adieu aux Juifs*, Paris, Publications André Figueras, 1987, passim (par exemple, p. 126).

33) Cf. Charles Maurras, *Le Dilemme de Marc Sangnier* (1906), repris dans C. Maurras, *La Démocratie religieuse*, Paris, 1921, édition définitive, rééd., Paris, Nouvelles Editions latines, 1978, p. 90 et suiv.

34) J. Madiran, "Les quatre ou cinq Etats confédérés" *Itinéraires*, octobre-novembre 1979, p. 3-17 (n° spécial hors série) ; texte repris dans J. Madiran, Maurras, Paris, Nouvelles Editions latines, 1992, p. 79-94.

35) Le procès de la démocratie est fait par exemple dans : J. Madiran, *Les Deux démocraties*, Paris, Nouvelles Editions latines, 1977.

36) J. Madiran, "Dieu-Famille-Patrie", art. cité, p. 35.

37) *Ibid.*, p. 34, 36.

38) R. Marie, "Editorial", *Chrétienté-Solidarité* ("Gazette de liaison et d'expression du Centre Henri et André Charlier"), 1, novembre 1982, p. 1.

39) R. Marie, "Pourquoi le Centre Henri et André Charlier", *ibid.*, p. 4.

40) *Ibid.*

41) J. Madiran, "Une

modes d'action. Il s'agit en effet de combattre non pas des adversaires, mais des "démons". Cette politique mythologique comporte ainsi sa démonologie, qui vise des êtres singuliers et des groupes craints et haïs autant que des êtres abstraits, redoutés et maudits. Dans son "Appel du Mont-Saint-Michel", prononcé le 3 novembre 1987, Le Pen confie au vrai peuple français : "J'ai confiance dans l'instinct de notre peuple pour, à l'instar de saint Michel, combattre les démons du renoncement, du déclin, de la décadence, de la servitude" (31). Insistons sur l'implication symbolique de telles propositions guerrières : on ne discute pas avec des démons, avec leurs représentants ou leurs complices, on ne dialogue pas avec eux ; on les combat, et ce afin de les supprimer. Car on ne saurait chercher à améliorer des ennemis démoniaques : situés hors du cercle des êtres convertibles en raison de leur radicale perversité, ces rejetons du Diable sont définitivement chassés du territoire de l'humanité vraie, actuelle ou potentielle.

### La vision national-catholique du monde moderne : les trois "génocides"

On peut distinguer quatre aspects principaux de cette vision mythique et démonologique de la lutte politique, telle que les traditio-nationalistes la pensent et la disent : 1. récusation en bloc de l'héritage révolutionnaire/républicain ; dénonciation de la modernité post-révolutionnaire comme phénomène de décadence accélérée, parce que irréligieuse, et, plus profondément, antireligieuse (c'est-à-dire antichrétienne) ; recours au mythe de l'Age d'or historicisé ; c'est l'air du bon vieux temps d'avant 1789 ; 2. rejet des droits de l'homme ; dénonciation de leurs fondements individualistes, égalitaires et universalistes, définis comme autant d'utopies, d'abstractions vides ou de rêveries creuses ; 3. mise en question radicale du modèle de la démocratie pluraliste, et dénonciation de ses idéaux en tant qu'incarnant, impliquant ou favorisant des phénomènes foncièrement négatifs, stigmatisés par les expressions : "invasion", "insécurité", "laxisme", "relâchement", "affaiblissement", "dégradation des mœurs", "valeurs inversées", "colonisation", etc. ; 4. appel au peuple authentique et dénonciation des élites illégitimes car "coupées du peuple" ; appel au "pays réel" contre le "pays légal", à la France française, nationale-catholique, contre les "Maîtres du Système" (32) ; dénonciation de l'Anti-France, moyennant une réactualisation de la théorie maurrassienne (1904) (33) des "quatre Etats confédérés" (34). La position contre-révolutionnaire assumée par Jean Madiran ou Romain Marie (35) pré-suppose que le monde moderne dans son ensemble est à combattre et détruire. La formulation manichéenne de l'antagonisme est ordinaire dans la rhétorique traditio-nationaliste : "Deux mondes. L'un est pourri ; l'autre veut lui échapper, et survivre. C'est la bataille de France, qui consiste d'abord à ranimer les courages, à réveiller les âmes. A l'exemple de Jeanne d'Arc" (36). Le dualisme manichéen se précise comme suit, projeté sur les conflits présents : d'une part, "la majorité nationale et populaire [qui] sera une majorité morale" ; d'autre part, "la levée en masse de l'ordure" (37) contre Le Pen et le "mouvement national" qu'il "conduit". Présentant en juin 1982 le Centre Henri et André Charlier, créé dans les premiers

mois de 1980 (38) , Romain Marie disait des Charlier que, "venus du monde moderne à la foi chrétienne", "ils portent témoignage contre le mouvement inverse (...) qui a conduit l'Eglise de France de la foi chrétienne à la démocratie moderne". Ce cheminement inverse, ajoutait Romain Marie, est "la plus grande décadence de l'histoire de l'humanité" (39). Telle serait "la grande leçon d'Henri et André Charlier"(40). Mais cette évolution négative, cette dissolution de l'Eglise fait partie d'un phénomène global appelé par les traditio-nationalistes "génocide français", génocide à la fois culturel, spirituel et physique. Ce terme stigmatise une grande entreprise de destruction de l'identité de la France, de l'"âme française" (41), ou de la "France réelle". Car "l'identité française est gallo-romaine et chrétienne", et "elle l'est à jamais" (42) : "L'Eglise catholique a été au cours des âges l'éducatrice de la patrie. Notre civilisation est une civilisation chrétienne"(43). Elle sera donc encore et toujours chrétienne, ou ne sera plus. Le placard publicitaire annonçant la prochaine parution du quotidien Présent, paru dans Valeurs actuelles le 28 septembre 1981, résumait ainsi la vision traditio-nationaliste de l'état de la France : "Il manque... un quotidien de combat pour la France réelle, un quotidien de salut public contre le socialo-communisme et sa désinformation (...) La France réelle - celle des vertus chrétiennes du travail, de la famille et de la patrie - n'est ni admise dans le soi-disant pluralisme du nouveau gouvernement, ni entendue sur les antennes (...) Les partis qui se succèdent au pouvoir ont mis en marche un véritable génocide de tout l'être français : génocide spirituel par la démocratisation de l'immoralité, génocide intellectuel par la démocratisation du mensonge politique, et même génocide physique par la démocratisation de l'avortement" (44). Tel est l'axiome idéologique de base : la France est par nature de culture catholique. Et telle est l'évidence complémentaire : l'identité française substantielle, dont le drapeau est "Dieu-Famille-Patrie" (45), est attaquée avec une violence croissante depuis 1789, la France est soumise à un ethno-génocide. La civilisation christiano-française est menacée de disparition dès lors que "la substance spirituelle, intellectuelle et morale" de ses élites et de son peuple "a été pervertie ou détruite", affirme Romain Marie (46), qui ajoute : "C'est la destruction de cette substance que vise le génocide français' dans ses trois étapes : rendre les Français de moins en moins chrétiens, faire qu'ils se sentent de moins en moins français, faire ensuite qu'ils soient de moins en moins des hommes" (47). Dans un article intitulé "Deux cents ans de génocide. Les visages de la barbarie moderne" publié dans *Chrétienté-Solidarité* de novembre 1987 (48), Michel Pierre commence par la désignation rituelle de l'origine du Mal absolu dans l'histoire moderne : "Tous les exterminateurs modernes partagent un petit nombre d'obsessions et de méthodes communes, et se sont conformés explicitement à un seul grand modèle, tant idéologique que pratique : la révolution française" (49). Telles sont les représentations polémiques de la Révolution française : "1789 : l'école des barbares", "la révolution est avant tout antichrétienne", "déjà la déportation" rendue possible par "la gestapo révolutionnaire", "l'idéologie révolutionnaire postule le génocide" (50) (référence au "génocide vendéen"),

### La Révolution française serait la source du "génocide culturel" de la France !

"Hitler, Rousseau, même combat" (51), etc. Le thème des 9es Journées d'Amitié française et de chrétienté, prévues pour les 22 et 23 avril 1989, est explicite : "1789, l'aube terroriste" (52). On voit qu'il s'agit d'un véritable délire antirévolutionnaire, construisant un tableau paranoïaque de l'histoire du monde greffé sur des passions négatives, haine, crainte, phobie. Toutes centrées sur l'idée qu'un génocide pluri-dimensionnel est en cours, qui affecte la France et les Français. La cohérence pseudo-logique de la vision traditio-nationaliste du monde dérive, d'une part, de ce qu'elle transforme ses adversaires en ennemis absolus, incarnations du Diable, et, d'autre part, de ce qu'elle réduit ses ennemis démonisés à l'unique, en même temps qu'elle réduit les maux ou les fléaux qu'elle dénonce et combat à l'identique (le Mal, le Faux, qui s'entre-symbolisent). L'usage globalisant du terme de "génocide" autorise cette réduction simplifiante des problèmes sociaux et des antagonismes historiques à la confrontation du Bien et du Mal, du Vrai et du Faux. Encore faut-il recourir à une opération préalable, les jumelages idéologiques de thèmes négatifs : tout d'abord, l'immigration-invasion est couplée avec la dénatalité française (ou celles des populations "de souche européenne"), ce qui engendre la représentation cauchemardesque d'un génocide par substitution physique en raison de la haute fécondité des populations d'origine maghrébine ; ensuite, le laxisme généralisé, référant indistinctement à l'insécurité, au Sida, à l'homosexualité, à l'impuissance de la justice, au laisser-aller dans la famille ou dans l'école, à la pornographie, à l'abandon du catéchisme, est couplé avec les pratiques contraceptives, la loi Veil et la loi Roudy, avec les lois sur l'IVG violemment attaquées en tant que favorisant le "génocide français" ; enfin, l'invocation universaliste des droits de l'homme est jumelée avec l'extension de l'irréligion et de l'esprit de jouissance (hommage rendu au Maréchal Pétain) (53), l'individualisme hédoniste étant pour finir jumelé avec la destruction de l'identité française et chrétienne. L'ethno-génocide du peuple français, dans toutes ses dimensions, est ainsi déduit. Dans un texte intitulé "Le génocide français", paru dans *Itinéraires* en novembre 1980 et repris dans *Chrétienté-Solidarité* en février-mars 1984, Romain Marie donne une belle illustration de l'usage de tels procédés de liaison en vue de rendre crédible la thèse d'une décadence polymorphe de la France depuis la Révolution française. Le point de départ en est un aveu de non-reconnaissance perceptuelle présupposant une perte des éléments constitutifs de l'identité collective : "Nous ne reconnaissons plus la France et les Français". Mais "c'est que ce sont toutes les composantes de leur être, spirituelles, intellectuelles et physiques qui ont été touchées". Explorons brièvement chacune des atteintes, chaque type de "génocide" : 1. "Le génocide spirituel" ou "le détournement de Dieu" qui aboutit à la perversion ou à l'inversion des valeurs : "L'attachement aux droits de l'homme remplace l'observation de la loi naturelle, les variations démocratiques sur le bien et le mal se substituent au Décalogue intangible et, pour finir, le culte de l'homme qui se croit Dieu remplace celui du Dieu qui s'est fait homme". 2. "Le génocide intellectuel : une fausse éducation, fausement nationale" : l'éducation ne transmet plus les composantes de l'identité française et chrétienne, elle ne catéchise plus, elle n'éduque donc plus. L'"éducation nationale" est une imposture. 3. "Le génocide physique" : c'est

le dernier acte de la destruction de l'identité française. Les jumelages idéologiques interviennent pour cohérer la vision d'une totale décadence, d'une descente générale vers la mort collective, processus initié par l'impiété qu'a légalisée la Révolution française : "Si la France était demeurée un pays catholique, comment aurait-elle toléré que l'esprit de jouissance l'emportât à ce point sur l'esprit de devoir et de sacrifice. Comment aurait-elle admis cette conception selon laquelle la loi ne doit avoir pour objet que le respect de la satisfaction la plus large possible des désirs des individus au détriment même de la survie de la communauté ; conception entraînant nécessairement l'affirmation du bien-fondé des trois facteurs essentiels du génocide : la généralisation de la contraception érigée en bienfait social, la pornographie, l'avortement (sans parler de l'euthanasie demain). Les destructeurs savaient bien en effet qu'en s'attaquant au catéchisme on ouvrait la porte à tout cela et que, réciproquement, en légalisant et en normalisant l'avortement et la pornographie, on ne risquait guère de faire surgir des parents qui enverraient leurs enfants au catéchisme. Enfin, si les Français étaient demeurés chrétiens, comment auraient-ils pu accepter l'incroyable détournement du sens de l'accueil et de l'hospitalité que constitue l'immigration". Ce tableau de la décadence polymorphe est fondé sur l'axiome d'une cohérence absolue des manifestations de l'erreur et du mal : "Tout se tient [je souligne] et l'on s'exposerait à une inefficacité totale dans le combat pour la survie de la France si l'on ne voyait pas le lien évident entre tous ces facteurs. Oui, par la contraception, par l'avortement, par la pornographie, par l'immigration, la survie physique du peuple français est menacée". Tout conspire, dans le jeu des forces ténébreuses qui menacent de mort la nation française : le monde moderne est une immense conspiration. A l'IVG est cependant fait un sort particulier : "IVG qui est bien l'acte criminel exprimant le plus fondamentalement le désir du barbare moderne de procéder à la radicale IVC, interruption volontaire de civilisation" (54). La barbarie de l'IVG, c'est celle de la modernité même, qui, destructrice de vie et de civilisation, processus intrinsèquement génocidaire, doit être détruite, car elle mérite au plus haut point de l'être.

Article extrait de *Raison Présente*, n°127, 3ème trimestre 1998, pp.37-63.

**Pierre-André Taguieff, Michèle Tribalat, Face au Front national. Arguments pour une contre-offensive, La Découverte, 142 p. 42F**

Cela fait des années que Pierre-André Taguieff réfléchit aux manières de lutter contre l'extrême droite. Malgré les critiques dont il peut faire l'objet de la part de certaines associations antiracistes (parfois peu adeptes des remises en question), il vient de récidiver en compagnie de Michèle Tribalat. Court mais efficace, leur livre commence par déconstruire brillamment le rapport Milloz et la façon dont s'en sert le FN pour justifier ses propos xénophobes depuis 1990. Parce qu'il n'est pas seulement dans la critique mais animé d'un esprit de contre-attaque, P.A Taguieff repertorie par la suite 8 manières de lutter contre le FN : "la diabolisation, le silence médiatique, la complaisance calculée, la 'douce alliance', le 'front républicain', la lutte intellectuelle ou le 'harcèlement argumentatif', l'intervention sur les causes sociales et économiques, et, enfin, l'action politique." De façon très convaincante, Taguieff passe chacune d'elle au microscope, examine leur pertinence, le cas échéant leur effet pervers, pour finalement vivement recommander les trois dernières méthodes et principalement celle qui consiste à opposer un projet contraire, une action positive et plus seulement "anti" au Front national. Autant dire que ce livre est un formidable encouragement aux partisans du droit de choisir comme antidote à l'extrême droite !

- adhésion entière, un soutien militant", art. cité, p. 29.
- 42) J. Madiran, "Du millénaire capétien à la bataille de France", art. cité, p. 12.
- 43) J. Madiran, "Le discours de Toulouse", art. cité, p. 47 ; cf. J. Arfel, "Réflexion sur la barbarie moderne", art. cité, p. 120.
- 44) *Valeurs actuelles*, 28 septembre 1981, p. 77.
- 45) J. Madiran, "Le discours de Toulouse", art. cité, p. 46.
- 46) R. Marie, "Pourquoi le Centre Henri et André Charlier", art. cité, p. 5.
- 47) Ibid.
- 48) M. Pierre, art. cité, *Chrétienté-Solidarité*, 52, novembre 1987, p. 36-53.
- 49) Ibid., p. 36.
- 50) Ibid., p. 38-39.
- 51) Ibid., p. 42-43.
- 52) *Chrétienté-Solidarité*, 61, octobre 1988, p. 2.
- 53) Voir l'appel du 20 juin 1940 du maréchal Pétain, dans *Paroles aux Français*, Lyon H. Lardanchet, 1941, p. 44 : "L'esprit de jouissance l'a emporté sur l'esprit de sacrifice".
- 54) R. Marie, "Le génocide français", *Chrétienté-Solidarité*, 13, février-mars 1984, citations extraites des p. 29-34. Article repris dans Bernard Antony, *Combats pour mon pays*, Limoges et Paris, Edition de Présent, 1995, p. 17-44.